

Adresses internet utiles :

- Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)
<http://www.aurdip.org/>
- The alternative information center (AIC)
<http://www.alternativenews.org/>
- British Committee for Universities for Palestine (BRICUP) <http://www.bricup.org.uk/>
- Campagne BDS France - Boycott, désinvestissement et sanctions
<http://www.bdsfrance.org/>
- La Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien (CCIPPP)
<http://www.protection-palestine.org/>
- The Electronic Intifada (EI)
<http://electronicintifada.net/>
- Info-Palestine <http://www.info-palestine.net/>
- Palestinian campaign for the academic and cultural boycott of Israel (PACBI)
<http://www.pacbi.org/>
- Union Juive Française pour la Paix (UJFP)
<http://www.ujfp.org/>
- US Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israel (USACBI)
<http://usacbi.wordpress.com/>

Un nouvel ordre mondial est en train de naître, et il dépend de nous qu'il soit fondé sur le droit ou sur la force, que les conflits soient réglés par la justice ou par les armes. Après les horreurs des deux guerres mondiales, l'humanité s'est dotée de principes généraux et de règles juridiques, comme la convention de Genève et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et d'institutions chargées de les faire appliquer, comme l'ONU et le TPI.

Certes, nous sommes encore très loin de voir ces principes appliqués, et le déni de justice est particulièrement flagrant en Palestine. L'Etat palestinien prévu par la résolution de 1947, en même temps que l'Etat d'Israël, n'a toujours pas vu le jour. L'occupation militaire de la Cisjordanie par Israël se poursuit depuis 1967, la colonisation s'accélère, et la bande de Gaza est une prison à ciel ouvert. Une des causes de cet état de fait est la complicité de nos gouvernements. L'écrasement de Gaza en janvier 2009 en est le dernier exemple. Les représentants de l'Union Européenne n'ont pas voté la création de la commission d'enquête des Nations Unies, présidée par Richard Goldstone. De même, l'accord de coopération entre l'Union Européenne et Israël prévoit que celle-ci soit suspendue en cas de violation des droits de l'homme, et bien que celles-ci soient avérées, et que le Parlement Européen l'ait demandé par un vote, celui-ci est resté lettre morte. Devant la carence de nos gouvernements, nous voulons prendre nos responsabilités en tant que citoyens et en tant qu'universitaires.

Tant que le droit international ne sera pas respecté, nous ne coopérerons pas avec les institutions israéliennes, nous demanderons aux compagnies privées de se désinvestir de leurs avoirs en Israël, et nous demanderons à nos députés de faire en sorte que la France respecte ses engagements.

Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine

<http://www.aurdip.org/>

CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 PARIS

L'AURDIP (Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine) est une organisation française d'universitaires créée en liaison avec la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël ([PACBI](#)) et avec l'organisation britannique [BRICUP](#).

Bureau de l'association

Président : Ivar Ekeland

Vice-présidents : Sonia Dayan-Herzbrun, Joseph Oesterlé

Secrétaires : Jean-Pierre Boudine, Michael Harris

Trésorier : Rabah Tahraoui

L'AURDIP s'est donné deux missions principales :

1. Promouvoir l'application du droit international en Israël et Palestine, et notamment s'opposer à l'occupation des territoires palestiniens par Israël et à la colonisation, qui bafouent impunément les conventions internationales sur les droits de l'homme, les résolutions des Nations Unies et les décisions de la Cour Internationale de Justice

2. Défendre le droit à l'éducation des Palestiniens, et soutenir le personnel et les étudiants des universités palestiniennes dans la défense de ce droit.

Dans ce but, l'AURDIP se propose, en liaison avec les organisations et les individus poursuivant les mêmes buts, en France et à l'étranger :

1. De faire pression sur les gouvernements européens pour qu'ils suspendent les accords de coopération entre l'Union Européenne et Israël tant que le gouvernement israélien ne respectera pas ses obligations en matière de droit international.

2. D'inciter les universitaires à remettre en question leurs liens professionnels avec les institutions académiques et culturelles israéliennes tant le gouvernement israélien ne respectera pas ses obligations en matière de droit international. Cette remise en question peut prendre diverses formes, comme par exemple de refuser de participer à des rencontres scientifiques en Israël ou à des collaborations institutionnelles entre la France et Israël, tout particulièrement en ce qui concerne les applications militaires.

3. De participer, dans les universités et les organisations professionnelles, à un travail d'information sur la situation en Palestine et les réalités de l'occupation et de la colonisation.

Comment soutenir l'AURDIP?

1. [Adhérez aux objectifs](#)

Votre signature apparaîtra alors avec celles des [précédents signataires](#).

2- [Rejoindre nos sympathisants](#)

Vous recevrez régulièrement notre newsletter, et à l'occasion des courriers électroniques pour vous tenir au courant de nos activités. La liste des sympathisants n'est pas rendue publique.

Formulaire d'adhésion

- NOM et prénom :

- Adresse :

- Adresse email :

- Fonction :

- Institution :

- Matière :

Merci de remplir et d'envoyer ce formulaire à l'AURDIP,
CICP, 21 ter rue Voltaire 75011 Paris

Vous pouvez aussi adhérer sur le site de l'AURDIP <http://www.aurdip.org/>